



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur
l'unité :

Centre de recherches sur l'action politique en Europe
(CRAPE)

sous tutelle des établissements et
organismes :

Institut d'études politiques de Rennes

CNRS

Université Rennes 1

Novembre 2010



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :

Centre de recherches sur l'action politique en Europe
(CRAPE)

sous tutelle des
établissements et organismes :

Institut d'études politiques de Rennes

CNRS

Université Rennes 1

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Novembre 2010



Unité

Nom de l'unité : Centre de recherches sur l'action publique en Europe

Label demandé : UMR

N° si renouvellement : 6051

Nom du directeur : M. Christian Le BART

Membres du comité d'experts

Président :

M. Frédéric Sawicki (science politique - Paris 1)

Experts :

M. Jacques COMMAILLE (sociologie, ENS Cachan)

M. Eric DARRAS (science politique, IEP de Toulouse)

Mme Charlotte HALPERN (CR FNSP, IEP de Grenoble)

Expert(s) proposés par des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) :

M. Jean-Gabriel CONTAMIN (science politique, Université Lille 2, représentant le CoNRS)

Mme Sophie BEROUUD (science politique, Lyon 2, représentant le CNU, absente)

Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Jacques DE MAILLARD

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Pierre Demeulenaere (DSA sections 36 et 40, INSHS-CNRS)

M. Patrick LE FLOCH (directeur de l'IEP de Rennes)

M. Claude LABIT (vice-président du conseil scientifique, Université Rennes 1)



Rapport

1. Introduction

- Date et déroulement de la visite :

Le comité s'est réuni le 24 novembre 2010 à 9h30 à l'Institut d'études politiques de Rennes. Il a procédé au cours de la matinée à l'audition des représentants des tutelles (Rennes I, IEP de Rennes, CNRS), puis de la direction de l'unité. Après un déjeuner sur place, les membres des équipes du laboratoire ont présenté sept opérations de recherche significatives, achevées ou en cours, qui ont donné lieu à de riches échanges avec le comité d'experts. Entre 15h30 et 16h30, ont été successivement entendus les doctorants puis les personnels ITA. Le comité s'est ensuite réuni à huis clos de 16h30 à 18h pour tirer ses conclusions et préparer la rédaction du rapport final.

- Historique et localisation géographique de l'unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :

Le CRAPE est une UMR longtemps dominée par la science politique, localisée principalement à l'Institut d'études politiques de Rennes et à la Faculté des sciences juridiques et politiques (Rennes 1). Au cours de la décennie écoulée, cette UMR est devenue de plus en plus pluridisciplinaire. Les spécialistes de sciences de l'information et de la communication, majoritairement en poste à l'IUT de Lannion, les sociologues et les historiens, majoritairement localisés à l'Institut d'études politiques de Rennes et dans deux IUT de Rennes I (Carrières sociales et GEA) y ont pris un poids croissant. Récemment, l'unité s'est renforcée par l'arrivée d'enseignants-chercheurs en poste à l'École des hautes études en santé publique de Rennes. Trois membres de l'unité sont également en poste à l'Université catholique d'Angers et un à l'Université de Nantes. Les principaux champs de recherche du laboratoire concernent : la sociologie du journalisme, l'analyse des politiques publiques, particulièrement sanitaires et sociales, l'analyse des mouvements sociaux et des mobilisations collectives.

- Equipe de Direction :

La direction de l'unité est assurée depuis le 1er janvier 2006 par M. Christian LE BART, professeur de science politique à l'IEP de Rennes, assisté de deux co-directeurs : Mme Sylvie OLLITRAULT, chargée de recherches au CNRS et Mme Roselyne RINGOOT, maître de conférences en info-com remplacée en juillet 2009 par M. Romain PASQUIER, chargé de recherches au CNRS. A la suite de la démission du directeur, appelé à prendre la direction de la MSH Bretagne à compter du 1er janvier 2011, l'assemblée générale du laboratoire a élu, quelques jours après la visite du comité, une nouvelle équipe de direction composée d'un directeur : M. Claude MARTIN (directeur de recherches au CNRS, et de deux directeurs adjoints : M. Erik NEVEU (professeur de science politique à l'IEP de Rennes) et M. Denis RUELLAND (professeur d'info-com à l'IUT de Lannion).



- Effectifs de l'unité : (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	29	34
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	7	6
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs y compris chercheurs post-doctorants (cf. Formulaire 2.2, 2.4 et 2.7 du dossier de l'unité)	9	5
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	2,8	2,8
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	0	
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.8 du dossier de l'unité)	29	
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	10	13

2 • Appréciation sur l'unité

- Avis global sur l'unité:

Le CRAPE est désormais bien positionné nationalement et internationalement dans quatre champs de recherche principaux : la sociologie du journalisme et de la communication politique, l'analyse des politiques sanitaires et sociales, les politiques territoriales et l'analyse des mouvements sociaux et des mobilisations collectives. Il dispose dans ces trois domaines d'un bon bilan de publications, même si celles-ci gagneraient à être davantage orientées vers des revues majeures de leur sous-champ respectif. Son projet, resserré autour de trois équipes, s'inscrit dans la continuité du précédent. Le CRAPE apparaît fort bien inséré dans son tissu régional (Bretagne et Pays-de-Loire) et bénéficie d'un bon soutien financier de l'université de Rennes I et, dans une moindre mesure, de l'IEP de Rennes. Il faut que la direction de l'unité mobilise des moyens soit sur des appels de fonds spécifiques soit par ponction sur les ressources de chaque équipe pour dégager des moyens mutualisés. En l'absence de financements complémentaires, les perspectives de développement du laboratoire reposent à ce jour sur l'unique consolidation de son partenariat avec l'Ecole des hautes études en santé publique, cela devrait permettre à moyen terme de faire du CRAPE une UMR de tout premier plan dans le domaine des politiques de santé. L'intégration de chercheurs de disciplines et d'institutions différentes, aux pratiques elles-mêmes distinctes (forte habitude de la recherche collective internationale et sur contrat du côté des spécialistes de santé publique, recherche plus artisanale quoique de grande qualité du côté des autres chercheurs) constitue le principal défi auquel doit faire face le laboratoire, d'autant que les équipes travaillent sur des sites différents et parfois éloignés géographiquement. La mise en place de séminaires et de projets de recherche transversaux, ainsi que d'une gouvernance respectueuse de toutes les disciplines et traditions de recherche se révèle ici plus essentielle qu'ailleurs.



- Points forts et opportunités :

- Des thématiques de recherche pour lesquelles le laboratoire est bien identifié nationalement et internationalement ;
- Une bonne articulation entre recherche et formation (particulièrement dans le domaine de la santé) ;
- Un renforcement de la collaboration avec l'École des hautes études de santé publique qui devrait se traduire prochainement par la signature d'une convention ;
- Une internationalisation satisfaisante (importance des recherches comparatives, organisation et participation à des colloques internationaux, financements européens) même si un effort doit être accentué dans la publication en langue étrangère et la communication scientifique (site internet du laboratoire monolingue) ;
- Un bon encadrement des doctorants qui apparaissent très impliqués dans le laboratoire ;
- Un fort dynamisme dans l'organisation de colloques et de manifestations scientifiques à forte visibilité nationale et internationale ;
- Un bon niveau de visibilité de la collection « Res Publica » des Presses universitaires de Rennes qui s'est imposée comme une collection de référence dans la diffusion en France des recherches en science politique ;
- Une bonne intégration dans l'environnement régional (MSH-Bretagne, Institut des Amériques, GIS M@rsoin...).

- Points à améliorer et risques :

- L'éclatement du laboratoire sur 4 sites principaux et la présence de plusieurs chercheurs isolés impliquent un renforcement des instruments de coordination et d'intégration du laboratoire (séminaires transversaux communs, renforcement du dispositif de visio-conférence, équipe de direction et conseil de laboratoire représentatifs de toutes les composantes) ;
- La spécialisation des recherches et la montée en puissance de la recherche sur contrat, notamment dans le domaine sanitaire et social, ne doit pas faire perdre de vue la nécessité d'un travail de théorisation, s'adossant notamment à une participation à des débats avec des spécialistes d'autres domaines de l'action publique ;
- Dans cette perspective, il convient de veiller à diversifier les espaces de publication en ne se cantonnant pas aux revues sectorielles, mais en visant les revues généralistes et étrangères de référence et en publiant davantage d'ouvrages en dehors des Presses universitaires de Rennes ou des presses de l'EHESP ;
- Le redécoupage en trois équipes au lieu de quatre dans le nouveau projet ne s'accompagne pas assez de l'émergence de projets de recherche transversaux permettant de décroiser les équipes : la territorialisation des politiques sanitaires et sociales, les mobilisations dans le domaine de la santé (contre les fermetures d'hôpitaux, en faveur du droit des malades...), ne sont, par exemple, pas envisagés. Certaines thématiques sont artificiellement séparées (politique territoriale d'un côté, recherche sur la notabilisation d'un autre). Une meilleure intégration pourrait contribuer à un rééquilibrage des moyens financiers entre les équipes et les chercheurs ;
- Les relations de travail et le partage des tâches au sein de l'équipe ITA du laboratoire doivent être revus radicalement.
- La domination de la science politique dans le conseil de laboratoire sortant gagnerait à être rééquilibrée afin d'assurer la représentation de toutes les composantes et disciplines du laboratoire.



- **Recommandations :**

- Augmenter le nombre de doctorants (19 actuellement) en recourant davantage aux financements CIFRE actuellement inexistants ;
- Impliquer et accompagner davantage certains membres titulaires de l'unité (nombre relativement élevé de non-publiants) ;
- Réorganiser le travail au sein de l'équipe ITA en définissant mieux les tâches de chacun et en regroupant le personnel dans un lieu unique auprès du directeur ;
- Développer les projets et les séminaires de recherche transversaux pour éviter le trop grand éclatement du laboratoire ;
- Poursuivre l'internationalisation du laboratoire.

- **Données de production :**

(cf. http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf)

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet	31
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	-
A3 : Taux de producteurs de l'unité [A1/(N1+N2)]	80 %
A4 : Nombre d'HDR soutenues (cf. Formulaire 2.10 du dossier de l'unité)	4
A5 : Nombre de thèses soutenues (cf. Formulaire 2.9 du dossier de l'unité)	9



3 • Appréciations détaillées :

- Appréciation sur la qualité scientifique et la production :

Durant la période 2006-2010, le CRAPE était structuré en 4 équipes : E1 (Medias, journalisme et espace public), E2 (Transformations des politiques sanitaires et sociales en Europe), E3 (Gouvernance territoriale et analyse comparée des politiques publiques), E4 (Identités et mobilisations politiques). Le tableau ci-dessous récapitule le nombre et le type de publications des équipes.

	E1	E2	E3	E4	Total CRAPE	Ratio/membre
1. Ouvrages	3 (dont 1 rééd. et 1 en brésilien)	1	6	11 (dont 1 rééd., dont 1 en anglais)	27 (dont 2 rééd., 2 en langue étrangère, dont 1 en anglais)	0,75
2. Directions d'ouvrage	5	3 (dont 1 en anglais)	5	8	21 (1 en anglais)	0,58
3. Directions de numéro de revue	2	3 (dont 1 en anglais)	7 (dont 1 en anglais)	0	12 (2 en anglais)	0,33
4. Chapitres d'ouvrage	34 (dont 6 en lang. étrang., 2 en GB)	33 (dont 14 en lang. étrang., 13 en GB)	56 (dont 9 en anglais)	69 (dont 2 en lang. étrang., 1 en anglais)	192 (dont 32 en langue étrangère dont 25 en anglais)	5,33
5. Articles dans des revues à comité de lecture répertoriées par l'AERES	18	20 (dont 8 en anglais)	13 (dont 3 en anglais)	15 (dont 2 en langue étrangère dont 1 en anglais)	66 (dont 13 en langue étrangère dont 12 en anglais, soit 19,7%)	1,83
6. Effectifs	14 titulaires (dont 13 EC) +9 doctorants + 5 post-docs	6 titulaires (dont 3 EC) +8 doctorants + 1 post-doc	16 titulaires (dont 12 EC) + 9 doctorants + 1 post-doc	21 titulaires (dont 18 EC) + 10 doctorants+ 1 post-doc	36 (dont 27 EC)	

NB : ce tableau révèle un écart avec le comptage du laboratoire en particulier avec les équipes 1, 3 et 4 (qui compte respectivement 35, 23 et 25 ACL). Ce décalage s'explique par le fait que plusieurs revues (notamment brésiliennes, bulgare ou chinoises) ne sont pas comptabilisées dans les listes AERES (certaines d'entre elles s'apparentent à de véritables revues à comité de lecture, ce qui demande de prendre ces résultats avec précaution).

Au-delà des problèmes de nomenclature, et sans remettre en cause le souci de diversifier les espaces de publication, notamment en direction de puissances émergentes (Brésil, Chine, Turquie), il faut ici regretter que les chercheurs des trois équipes mentionnées ne publient pas davantage dans des revues francophones et anglophones généralistes, centrales de leur discipline ou sous-discipline respective.



Analyse détaillée du bilan équipe par équipe

Equipe 1 : Medias, journalisme et espace public

Cette équipe composée de 14 enseignants-chercheurs, 9 doctorants et 5 post-docs, ne constitue pas seulement une référence mais sans doute la référence française en matière de sociologie des médias et du journalisme. Le laboratoire bénéficie en effet d'une incontestable reconnaissance, visible notamment au travers de la réputation (et de la réalité) d'excellence des thèses qui y sont soutenues (3 au cours du contrat). Cette équipe, dont l'axe fédérateur est la question de la fragmentation et de la précarisation du champ journalistique (émergence du webjournalisme, de médias de minorités, de médias alternatifs), de ses causes et de ses effets, réussit notamment l'association, ailleurs souvent problématique, des sociologues du politique et des chercheurs en sciences de l'information et de la communication et ce malgré l'éloignement géographique des enseignants-chercheurs spécialistes (IUT de Lannion et Université d'Angers). Elle bénéficie d'une reconnaissance internationale qui va croissante et qu'il semble toutefois possible de mieux faire fructifier en langue anglaise tant la qualité des travaux rennais dans ce domaine le justifie à coup sûr, le tout au profit d'une meilleure visibilité de la sociologie politique française à l'international.

Equipe 2 : Transformations des politiques sanitaires et sociales en Europe

Les principaux thèmes de recherche de cette équipe comptant 6 titulaires (3 enseignants-chercheurs et 3 chercheurs), 8 doctorants et 1 post-doc concernent les politiques de care en Europe en relation notamment avec la question de la conciliation vie familiale-vie professionnelle et avec celle de la dépendance. Elles concernent aussi l'instrumentation de l'action publique de santé (rôle et effets générés par les techniques de santé dans les processus d'instrumentation de l'action publique) et la recomposition des politiques de santé en Europe (nouveaux acteurs et territoires de la gouvernance de la protection sociale en Europe, management des entreprises et santé des salariés).

Les points forts de cette équipe sont :

- Une forte dimension européenne grâce à la participation à plusieurs programmes de recherche et une mise en perspective avec l'état des savoirs au niveau international ;
- Un réel souci de transfert de connaissance avec les professionnels concernés en termes de formation initiale ou continue, de publications dans des revues professionnelles ou de séminaires, colloques, etc.
- Un grand dynamisme et une grande réussite dans les recherches de financements (financements européens, ANR, DREES-MIRE, etc.) ;
- Un nombre de publications important y compris dans des supports étrangers. Cette équipe présente assez largement le meilleur bilan quantitatif : avec des effectifs moindres (6), elle a des résultats assez proches des autres, voire supérieurs pour ce qui concerne les articles publiés dans les revues à comité de lecture (accentué par le fait que c'est l'équipe qui publie dans les supports les plus reconnus). Cette équipe a également un fort niveau d'internationalisation de ses publications (que ce soit pour les articles publiés dans les revues à comité de lecture ou les chapitres d'ouvrages).
- Les liens importants avec l'enseignement à l'IEP de Rennes (Master professionnel et Master Recherche) et à l'École des hautes études en santé publique (Master of Public Health, chaire sur le Social Care) ;
- Une forte implication dans des structures régionales, notamment l'École des hautes études en santé publique (à laquelle appartiennent ou avec laquelle collaborent régulièrement certains membres de l'équipe), la nouvelle Maison des sciences de l'Homme en Bretagne avec la prise en charge assumée par deux membres DR de l'équipe d'un pôle « Santé et Société ».



Les points suscitant des interrogations :

- La réalisation d'une activité de recherche marquée par la prééminence des catégories de la pratique (celle issues des « problèmes sociaux ») sur les catégories de la connaissance dans la détermination des thématiques abordées ;
- Le risque que l'importance que la recherche contractuelle occupe dans l'ensemble de l'activité de cette équipe ne lui permette pas de préserver suffisamment de temps pour les investissements théoriques que laissent espérer la richesse des terrains et des questions investis, la forte dimension comparative des traitements effectués et la maîtrise de la connaissance des savoirs internationaux dans les domaines considérés.

Equipe 3 : Gouvernance territoriale et analyse comparée des politiques publiques

Les thématiques dominantes de cette équipe, la plus importante du laboratoire (4 chercheurs, 12 enseignants-chercheurs, 9 doctorants et 1 post-doctorant), concernent les transformations de la gouvernance territoriale et les processus d'eupéanisation et d'internationalisation de l'action publique. La gouvernance territoriale est l'un des objets « historiques » du CRAPE, et l'approfondissement de cette thématique a notamment porté sur le rôle des régions comme échelle pertinente de recomposition du politique (politiques publiques, identités politiques et développement économique). Les transformations liées à l'eupéanisation ont porté plus précisément sur les politiques de santé en Europe, tandis que les enjeux liés aux phénomènes d'internationalisation et de transnationalisation ont porté sur les Etats membres et au-delà (Turquie), ainsi que sur le rôle plus spécifique de certaines organisations internationales dans les phénomènes observés.

Les points forts de cette équipe sont :

- La forte dimension comparative (européenne, mais pas seulement) des programmes de recherche et des thèses soutenues et en cours (Fondation européenne pour la science)
- La mise en place de réseaux de recherche avec des collègues et institutions partenaires débouchant sur l'organisation de journées d'étude, de projets de recherche et de publications (Université d'Edimbourg, Université de Cardiff, Université de Galatasaray en Turquie, etc.).
- La visibilité de cette équipe de recherche à l'échelle nationale et européenne, grâce à l'organisation de journées d'étude, colloques en partenariat avec d'autres laboratoires de recherche et institutions (CERI/Sciences Po), EHESS ou dans le cadre des principales associations professionnelles (AFSP et AFS, ECPR) ; et grâce à des publications d'audience internationale (ouvrages de référence sur l'eupéanisation, les politiques territoriales ; numéros spéciaux dans la Revue Française de Science Politique, Pôle Sud, Revue d'études comparatives Est/Ouest, Regional & Federal Studies).
- Des financements extérieurs (Fondation européenne pour la science, DREES / Ministère de la santé).
- Un souci de transfert des connaissances à travers des interventions auprès d'instances nationales décisionnelles et consultatives, dans les médias d'audience locale et nationale.
- Une forte implication dans des instances académiques (AFSP, AFS, ECPR ainsi que CNU, AERES) et les comités éditoriaux de revues spécialisées sur les politiques européennes, locales et de santé.
- Les liens avec l'enseignement à l'IEP de Rennes (master professionnel et recherche), à Rennes 1 (Licence, master politique européenne) et à l'EHESP (Master Public Health).



Les points suscitant des interrogations ou à améliorer sont :

- La fragilité de l'équipe dans la recherche de financements autres que dans le domaine de la santé (exception faite du projet européen CANS).
- Une activité de recherche qui tend à se spécialiser dans différents sous-champs (régions, Turquie, expertise, santé, études européennes), ce qui s'observe aussi dans les publications (les revues spécialisées dominant par rapport aux revues généralistes de science politique, de sociologie). Cette tendance s'explique en partie du fait du découpage instauré avec l'Equipe 2, et laisse peu de perspectives de cumuls théoriques sur les transformations de l'action publique, et plus largement, sur la recomposition du politique et des sociétés contemporaines.
- La nécessité de poursuivre l'internationalisation amorcée pour les financements, programmes de recherche et organisation de colloques dans le domaine des publications.

Equipe 4 : Identités et mobilisations politiques

Cette équipe rassemblait dans le dernier quadriennal 21 chercheurs ou enseignants-chercheurs (dont 18 enseignants-chercheurs), 10 doctorants et 1 post-doc. Le bilan fait état de travaux qui ont porté dans quatre directions :

- les dynamiques identitaires à l'œuvre dans les activités sociales avec des réflexions, notamment, sur le genre et l'ethnicité ;
- la question de l'engagement en s'interrogeant notamment, théoriquement et empiriquement, sur la question de l'individualisation de celui-ci et sur les effets biographiques majeurs ;
- le poids des événements de crises sur les représentations et la mémoire, avec notamment un projet comparatif organisé autour de l'Institut des Amériques de Rennes ;
- les mobilisations écologistes.

Les points forts de cette équipe sont :

- L'importance de la production en termes absolus ;
- L'implication des doctorants ;
- L'inscription locale et nationale de cette équipe (colloques organisés avec d'autres laboratoires) ;
- L'originalité de plusieurs thématiques : autour des questions identitaires et notamment du genre ; autour des effets biographiques et en termes de mémoire de l'engagement ; autour de la question de l'individualisation ; autour de la thématique de la jeunesse ;
- Le souci de l'internationalisation de l'équipe qui s'est notamment concrétisé par l'internationalisation des terrains de recherche, par les collaborations développées (notamment, autour d'un projet comparatif organisé à partir de l'Institut des Amériques de Rennes, les thèses en cotutelle), par certaines publications dont un ouvrage collectif codirigé par une doctorante du laboratoire chez Routledge, et par l'obtention d'une chaire Marie Curie.



Les points suscitant des interrogations ou à améliorer sont :

- La difficulté à obtenir des financements importants ;
- La difficulté à être force de proposition, faute de DR ou PR porteurs (l'intégration dans l'équipe du pôle « jeunesse » semble toutefois pour partie y répondre puisque ce pôle est déjà porteur d'un contrat ANR et d'un projet européen importants) ;
- La relative disparité des recherches rassemblées par les anciennes équipes ;
- L'internationalisation qui, en termes de publications, demeure inférieure à d'autres équipes ;
- Le manque apparent d'implication de certains titulaires ;
- La difficulté à mettre clairement en évidence ce que peuvent avoir d'innovantes les pistes de recherche proposées, par rapport à la littérature existante.

- **Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'unité de recherche dans son environnement :**

Le CRAPE a une forte visibilité au sein des instances académiques françaises et internationales des principales disciplines représentées en son sein (ECPR, AFS, AFSP). Cette visibilité externe s'appuie sur des outils désormais reconnus de valorisation, à travers la collection « Res Publica » des Presses Universitaires de Rennes et la « Lettre du CRAPE ». Cette animation scientifique se manifeste par le grand dynamisme de l'équipe dans l'organisation (9) ou la co-organisation (14) de colloques et la participation à des journées d'études, colloques et séminaires, activités qui ne se traduisent cependant pas toujours par un dynamisme équivalent en termes de publications. Cette visibilité au sein de la communauté de science politique se double d'une forte visibilité dans les mondes professionnels et décisionnels concernés par les thématiques du CRAPE et dans les médias nationaux et locaux, comme en témoignent les nombreuses activités d'expertise et de conseil réalisés pendant le dernier quadriennal.

Les titulaires du CRAPE sont très investis dans les activités d'enseignement et d'administration des différents cursus de formation de l'IEP de Rennes, de l'Université Rennes 1, de l'EHESP (licence, master, doctorat), etc. A ceci s'ajoutent des activités de formation professionnelle et continue (concours de la fonction publique, élus, fonction publique etc.).

Malgré la fragmentation géographique du laboratoire entre plusieurs sites, le CRAPE contribue à la structuration de la recherche dans la région. Ceci passe notamment par l'existence de liens étroits avec la MSHB (pôles « Gouvernance des organisations publiques & privées », « société & santé », GIS Institut des Amériques), comme par le renforcement des liens avec l'EHESP autour d'un pôle de recherche sur la santé. Ces liens ne semblent pas avoir débouché sur des projets plus conséquents (LABEX). Certaines pistes restent encore relativement peu exploitées, comme par exemple les financements de thèse CIFRE avec les entreprises de la région, ou encore les financements et contrats de la région pour des projets de recherche ou des thèses (1 allocation de recherche région pour le précédent quadriennal).

- **Appréciation sur la stratégie, la gouvernance et la vie de l'unité :**

La visite du comité est survenue à un moment charnière de la vie de l'unité puisque celle-ci devait se doter d'une nouvelle équipe de direction moins de trois semaines plus tard et que deux équipes étaient en concurrence. L'un des enjeux de cette succession concerne précisément la gouvernance future du laboratoire dans la mesure où il s'agit notamment pour la nouvelle direction de faire vivre un laboratoire de plus en plus pluridisciplinaire et multi-sites (IEP Rennes, Faculté de droit de Rennes 1, IUT de Lannion et de Rennes, Université d'Angers, et EHESP qui pourrait devenir une nouvelle tutelle).



L'équipe sortante, élue en 2005, est constituée d'un directeur (en Science Politique) et de deux codirecteurs (CR CNRS, section 40). Elle est assistée d'un Conseil de laboratoire de 16 membres qui, actuellement, tend à fortement surreprésenter les chercheurs CNRS (5 sur 6, ce qui peut se comprendre pour une UMR), mais aussi la science politique (7 représentants pour 14 membres dans le laboratoire contre 1 ou 2/10 pour les sciences de l'information et de la communication, ou 1/5 pour la sociologie ; les 3 représentants des doctorants, dont le représentant nommé, travaillent en science politique).

Chaque équipe était jusque là dirigée par deux ou trois personnes, le plus souvent liées à différents sites. Il est surprenant que la responsabilité d'une des équipes, composée d'une vingtaine de titulaires, ait été assumée par une doctorante en septième année de thèse. Dans le projet, les équipes sont dirigées par une ou deux personnes avec, là aussi, un certain souci de combiner les sites. S'y ajoutent des responsables par pôle, un ou deux selon les pôles, avec un seul doctorant en position de coresponsabilité sur un pôle.

Concernant l'équipe ITA, certains dysfonctionnements sont apparus clairement lors de la visite : les missions sont très inégalement réparties au sein de l'équipe et les relations tendues entre certains membres. Alors que certains membres de l'équipe sont manifestement sous-employés, l'ingénieure d'étude est omniprésente dans la gestion (et est isolée géographiquement du directeur).

Points forts :

- Souci d'associer l'ensemble des membres aux discussions ;
- Importance de la communication interne et externe ;
- Importance de l'implication des doctorants à la gouvernance du laboratoire.

Points à améliorer :

- Déséquilibre apparent dans la représentation des différents sites et des différentes disciplines dans la gouvernance du laboratoire ;
- Responsabilités peut-être trop importantes données aux doctorants ;
- Informations en anglais sur le site du laboratoire à développer ;
- Dysfonctionnement chronique de l'équipe ITA.

• Appréciation sur le projet :

La rédaction claire et précise du projet rend compte, sur le fond comme sur la forme, d'une démarche scientifique qui est toujours aussi sérieuse qu'imaginative. Le projet se resserre et gagne en cohérence interne et en masses critiques en passant de 4 à 3 équipes même si l'autonomisation d'un pôle genre fait apparaître des doublons entre équipes 2 et 3.

Equipe 1 : « Gouvernances, santé, territoire »

Cette nouvelle Equipe 1 est le fruit du rapprochement de tous les chercheurs travaillant sur l'action publique. Elle ouvre la voie à la constitution d'un pôle santé qui rassemble l'ensemble des enseignants-chercheurs travaillant sur cette thématique, de façon quasi exclusive des titulaires en provenance de l'EHESP et des politistes. Elle accueille 3 nouveaux enseignants-chercheurs en provenance de l'EHESP (2 titulaires HDR, 1 post-doctorant), dont les thèmes de recherche contribuent à diversifier les compétences du CRAPE dans le domaine de la santé (économie, démographie). Cette nouvelle équipe a un effectif largement supérieur aux deux autres (38 personnes dont 20 titulaires).



Elle est sous-divisée en 5 pôles qui donne l'impression de répondre plus à des besoins d'autonomisation ou de préservation de territoires de recherche qu'à une répartition maîtrisée en référence à un projet scientifique commun fondé sur la recherche de complémentarités. Le risque d'une telle sous-division est de provoquer une atomisation des effectifs et une fragmentation ; notamment pour les thèmes de recherche « historiques » du CRAPE que sont la gouvernance territoriale et les transformations de l'action publique ; et plus largement au regard des évolutions observées en science politique à l'échelle nationale (en particulier le croisement politiques & politics). Les objectifs théoriques communs et la plus-value théorique susceptible de résulter de la fusion ne sont pas mis en valeur. Par exemple, que peut-on attendre au plan théorique du point de vue d'une sociologie politique de l'action publique de la confrontation des analyses sur les évolutions des politiques de care en Europe et de celles sur les transformations de la gouvernance territoriale ?

Equipe 2 : Journalismes et espaces publics

Le projet souhaite non pas seulement capitaliser mais réinvestir les glorieux acquis du CRAPE à partir de programmes de recherche qui sont en conséquence assez attendus (déontologie, précarisation, journalisme multisupport, discipliner l'approche pragmatique...). Mais ces programmes ont des points de vue souvent innovants (la précarisation vue dans une perspective comparative entre producteurs culturels) et portent de nouvelles pistes plus originales et a priori fécondes qui devraient ainsi maintenir le laboratoire rennais à l'avant-garde (sur les homologues entre invention du reportage et peinture réaliste, par exemple).

Equipe 3 : Mobilisations, citoyennetés, vie politique

Cette équipe regroupe 20 titulaires dont 2 chercheurs, 3 docteurs et post-doctorants, ainsi que 15 doctorants. Elle bénéficiera notamment sur la période de la création de la plateforme scientifique Institut des Amériques au sein de la MSHB, ainsi que de l'apport d'un professeur invité de l'université d'Aston qui sera hébergé pendant deux ans via un financement Marie Curie.

Cette équipe s'articule en quatre pôles :

- pôle genre avec un séminaire régulier, dont le contenu des recherches reste encore à préciser ;
- pôle vie politique et territoires dont l'objectif est de renouveler les questionnements sur le métier local, l'ancrage territorial du personnel politique ;
- pôle jeunesse et citoyenneté notamment structuré autour de plusieurs gros programmes de recherches (ANR et européen) et d'un séminaire fermé puis ouvert ;
- pôle engagements et mobilisations transnationales autour des mêmes chantiers que dans le bilan sur les implications biographiques, la mémoire, les mobilisations environnementales et les mobilisations transnationales.

Cette équipe rassemble beaucoup de travaux selon des pôles dont on ne discerne pas l'unité.

Seul un séminaire méthodologique sur les obstacles à la recherche de terrain est supposé unifier cette équipe. On se demande si le pôle « genre » ne pourrait faire l'objet d'un axe structurant et, dès lors, plus visible.



Intitulé UR / équipe	C1	C2	C3	C4	Note globale
Centre de Recherche sur l'Action Politique en Europe (CRAPE)	A	A+	B	A	A

C1 Qualité scientifique et production

C2 Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement

C3 Gouvernance et vie du laboratoire

C4 Stratégie et projet scientifique

Statistiques de notes globales par domaines scientifiques (État au 06/05/2011)

Sciences Humaines et Sociales

Note globale	SHS1	SHS2	SHS3	SHS4	SHS5	SHS6	Total
A+	2	8	2	11	5	6	34
A	12	33	12	13	32	18	120
B	11	37	6	22	19	5	100
C	8	4	2	6	1		21
Non noté	1						1
Total	34	82	22	52	57	29	276
A+	5,9%	9,8%	9,1%	21,2%	8,8%	20,7%	12,3%
A	35,3%	40,2%	54,5%	25,0%	56,1%	62,1%	43,5%
B	32,4%	45,1%	27,3%	42,3%	33,3%	17,2%	36,2%
C	23,5%	4,9%	9,1%	11,5%	1,8%		7,6%
Non noté	2,9%						0,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Intitulés des domaines scientifiques

Sciences Humaines et Sociales

SHS1 Marchés et organisations

SHS2 Normes, institutions et comportements sociaux

SHS3 Espace, environnement et sociétés

SHS4 Esprit humain, langage, éducation

SHS5 Langues, textes, arts et cultures

SHS6 Mondes anciens et contemporains

Rennes, le 06 avril 2011

Vos réf. : S2UR120001350
CRAPE- 0350936C

Monsieur Pierre GLORIEUX
Directeur de la section des unités de recherche
Agence d'Evaluation de la recherche et de
l'Enseignement Supérieur (AERES)
20, rue Vivienne
75002 PARIS

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse mes remerciements pour la qualité du rapport d'évaluation fourni à l'issue de la visite du comité d'expertise concernant l'unité mixte de recherche «**Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE)**».

L'université de Rennes 1 sera particulièrement attentive à ce que les recommandations formulées par le comité de visite soient prises en compte.

A la lecture de ce rapport, vous trouverez ci-joint, les réponses du directeur d'unité. L'université de Rennes1 souhaite y ajouter quelques précisions sur les éléments suivants :

Depuis la tenue du comité de visite, une nouvelle équipe de direction de l'unité CRAPE, élue par son conseil d'unité et validée par les établissements de tutelle, s'est mise en place et porte désormais le projet quinquennal.

Comme l'indique la réponse du directeur d'unité qui prend en compte les recommandations émises lors du comité de visite AERES, plusieurs équipes de recherche concentrent leurs activités en un nombre réduit d'axes scientifiques (pôles) mieux formalisés et affichent des axes transverses (ex : pôle genre).

Le partenariat d'établissements de tutelle se renforce avec désormais, aux côtés de l'université de Rennes 1 et du CNRS, les établissements Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Rennes et l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP). A ce titre, nous soulignons l'erreur factuelle sur la première page du rapport, de la mention Université de Rennes 1 « établissement partenaire » alors que l'université de Rennes 1 est établissement tutelle de rattachement principal de l'unité CRAPE et demande donc ce correctif pour la version finale du rapport.

Enfin, suite aux évolutions inscrites dans le projet nouvellement présenté, il pourrait être opportun d'organiser un comité de visite à mi-parcours du contrat quinquennal si l'ensemble des établissements de tutelle en étaient d'accord.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de l'Université de Rennes 1

Guy CATHELINÉAU

CRAPE

CENTRE DE RECHERCHES SUR L'ACTION POLITIQUE EN EUROPE

Unité associée au C.N.R.S. / U.M.R. 6051 - UNIVERSITÉ DE RENNES 1
FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE ET INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES (I.E.P.)

COMMENTAIRES SUR LE RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'AERES CONCERNANT L'UMR 6051

Le rapport d'évaluation du comité de visite AERES a été communiqué à l'ensemble des membres du laboratoire et a donné lieu à divers échanges, notamment à l'occasion d'un conseil d'UMR. Les commentaires recueillis au sein du laboratoire soulignent la qualité du rapport et de son diagnostic.

Il nous semble néanmoins nécessaire d'apporter des compléments dans la mesure où les documents remis à l'AERES, bilan et projet, de même que la visite du 24 novembre 2010 ont été pilotés par l'ancienne équipe de direction. Une nouvelle équipe a été élue le 9 décembre 2010 et a pris ses fonctions début janvier 2011. Cette nouvelle équipe souhaite, d'une part, reprendre et préciser des éléments énoncés dans le projet dans la mesure où elle en sera porteuse pour le prochain quinquennal et, d'autre part, apporter des réponses et des éclaircissements sur plusieurs points soulignés dans le rapport, notamment à propos des enjeux de gouvernance qui ont été au cœur de la campagne pour le renouvellement de la direction.

Nous proposons de distinguer trois principaux niveaux de réponses et de commentaires aux questions soulevées dans le rapport.

Premièrement, **concernant les relations de l'unité avec ses tutelles et la composition de l'équipe.** Le rapport d'évaluation AERES souligne un point crucial pour le renforcement de l'unité : « les perspectives de développement du laboratoire reposent à ce jour sur l'unique consolidation de son partenariat avec l'Ecole des hautes études en santé publique ; cela devrait permettre à moyen terme de faire du CRAPE une UMR de tout premier plan dans le domaine des politiques de santé » (p. 4). Cette perspective de développement est en effet le résultat d'un très long processus, initié dès 1997, qui a permis de construire la visibilité de l'unité sur le domaine des politiques sociales et des politiques de santé. La création de l'EHESP, « grand établissement » de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les fondations de l'école nationale de santé publique (ENSP) permet aujourd'hui de faire aboutir cette intégration d'une nouvelle tutelle. L'EHESP, dirigé par le Professeur Antoine Flahault, propose avec le soutien de ses instances (conseil scientifique et conseil d'administration) de mobiliser une large part de son potentiel d'enseignants-chercheurs « publiant » en sciences humaines et sociales au sein du Crape et de soutenir l'UMR par une dotation complémentaire et l'attribution de locaux. Au 1^{er} janvier 2011, 9 enseignants-chercheurs et un post-doc de l'EHESP, tous « publiants », sont membres de l'unité, dont quatre doivent encore recevoir l'avis de la section 40 du Cnrs lors de sa session de printemps. La Présidence de l'université de Rennes 1, établissement principal de rattachement, a proposé de faire valider cette cotutelle par ses propres instances très rapidement.

Deuxièmement, **concernant le défi de l'interdisciplinarité, les enjeux de gouvernance de l'unité et les dysfonctionnements de l'équipe ITA,** soulignés dans le rapport d'évaluation. Ces différents points étaient au cœur de la campagne pour le renouvellement de l'équipe de direction. L'équipe qui vient d'être élue a fait tout d'abord de l'interdisciplinarité un de ses premiers objectifs. Relevant au départ principalement de la science politique, l'UMR a évolué tant du point de vue de ses objets que de sa composition, en intégrant des sociologues et des spécialistes de l'information et de la communication, mais aussi des historiens centrés sur la vie politique et les mouvements sociaux pour s'ouvrir aujourd'hui à des spécialistes de la santé publique (économie de la santé, éducation à la santé, démographie de la santé).

Faculté de Droit et de Science Politique - 9, rue Jean Macé - CS 54203 - F- 35042 RENNES Cedex
Tél. [33] (0)2 23 23 76 88 - Fax [33] (0)2 23 23 76 90

¹
Institut d'Études Politiques - 104, B^d de la Duchesse Anne - F- 35700 RENNES Cedex
Tél. [33] (0)2 99 84 39 04 - Fax [33] (0)2 99 84 39 02

<http://www.crape.univ-rennes1.fr>

L'intégration de ces différentes disciplines sur des objets communs est de plus en plus effective. La question de la représentation des différentes composantes de l'unité a également été centrale. L'équipe élue a veillé à mieux représenter dans la gouvernance de l'unité les différentes disciplines mobilisées, mais aussi les différents sites d'implantation de l'unité (Iep, campus Beaulieu de l'université de Rennes 1, campus de l'IUT de Lannion dépendant de l'université de Rennes 1, faculté de droit et de science politique, EHESP, pour les cinq principaux), et enfin les trois équipes. Pour relever ces défis d'intégration et de représentation, l'équipe de direction, composée d'un sociologue DR Cnrs, d'un professeur de science politique et d'un professeur en InfoCom, ont pris immédiatement toute une série d'initiatives : la mise en place d'un conseil de direction scientifique (CODIS) composé du directeur, des deux adjoints et d'un représentant de chacune des équipes, ce qui permet de façon très régulière de discuter des priorités et des actions de chaque équipe mais aussi des opérations transversales à l'ensemble du laboratoire. Ce conseil de six membres permet de décentraliser les informations, de rendre plus réactives et plus consensuelles les décisions, mais également de préparer les séances du conseil d'UMR en répartissant et préparant des dossiers (la gestion du budget récurrent, le site du laboratoire, la communication, l'aide aux doctorants, etc). L'équipe de direction a également entrepris des visites de chacun des sites pour faciliter la prise en considération des contextes institutionnels et de travail de chaque composante. Concernant les relations de travail et le partage des tâches des ITA, une nouvelle répartition est en cours qui permet à chaque ITA de devenir correspondant principal d'une des 3 équipes et d'être chargé, en fonction de son profil, de quelques tâches transversales. Une évaluation de cette nouvelle répartition est prévue à la fin de l'année 2011. L'appui de la GRH de la délégation régionale du Cnrs a également été sollicité.

Un troisième niveau de commentaires concerne quelques **points d'éclaircissement**.

Sur le *nombre des doctorants*, nous avons exclu pour la partie « projet » tous les doctorants dont la date de soutenance devrait normalement intervenir avant le 1^{er} janvier 2012 : soit un solde de 19 sur les 29 doctorats en cours. Mais c'est bien sûr sans compter le flux des nouveaux thésards. Ainsi, depuis la rédaction du bilan et du projet, 5 nouveaux doctorants sont suivis par des membres du laboratoire et deux demandes d'allocation de thèses de la région viennent d'être déposées, ce qui pourrait déjà porter l'effectif actualisé à 26. Quoiqu'il en soit, le nombre des doctorants reflète aussi à la fois le faible nombre de directeurs de thèse possibles au sein de l'unité et la rareté des allocations de recherche / contrats doctoraux. Réserve faite des bourses du nouveau réseau doctoral de l'EHESP, nous n'avons en général qu'un contrat doctoral par an, obtenu au terme d'un processus très concurrentiel au sein d'une école doctorale peu dotée. Espérons que la toute récente évaluation positive de l'école doctorale SHOS par l'AERES donnera lieu à une meilleure dotation à partager entre économistes, gestionnaires, juristes, philosophes et politistes.

Sur le *dénombrement des « producteurs » et l'appréciation de la production et de la qualité scientifique*, il faut sans doute insister sur plusieurs points qui modulent incontestablement le diagnostic : premièrement, la liste des revues indexées par l'AERES évoluent et a vocation à évoluer encore, en particulier sur le plan de la liste des revues internationales, ou bien encore dans certains domaines ou secteurs. Ainsi, par exemple, la liste des revues indexées pour l'information et la communication n'a été publiée par l'AERES qu'en octobre 2010, soit après la préparation du bilan, ce qui ne permettait nullement aux chercheurs dans ce domaine de veiller à tenir compte de cette donnée dans la production et la présentation de leurs travaux, ni de suggérer que telle ou telle revue internationale, notamment étrangère, soit intégrée. Deuxièmement, il ne fait pas de doute qu'il est nécessaire de diversifier la production en veillant à publier dans différents types de support de qualité : des revues nationales spécialisées mais aussi généralistes, des revues internationales spécialisées et généralistes, françaises mais aussi anglo-américaines, mais aussi de communiquer dans des congrès avec sélection de communications écrites qui sont autant de *working papers* qui deviennent des articles dans des revues à fort impact. Sur ce plan, l'unité a véritablement considérablement progressé du fait d'une très bonne internationalisation. Il ne faut pas toutefois négliger les conséquences de l'interdisciplinarité et parfois les

difficultés qu'elle engendre en confrontant des logiques de production très différentes. Pour ne prendre qu'un exemple, dans le domaine de la santé publique et du *Welfare*, la reconnaissance internationale réside beaucoup plus dans la capacité à travailler en effet sur des objets précis pour lesquels la contribution des SHS demeure faible et à publier dans des revues internationales spécialisées de grand renom que dans la publication d'un article dans une revue française généraliste et monodisciplinaire, à faible *impact factor*.

Sur la *notion de « pôle » au sein des équipes*, un commentaire s'impose également. Pour chaque équipe, un pôle représente essentiellement le niveau de la production. Il s'agit donc du niveau qui permet de mettre en lumière des chantiers empiriques de recherche. Pour autant, et précisément parce qu'il s'agit d'un niveau de production (une activité de recherche ou un ensemble de contrats de recherche sur une thématique), un pôle a vocation à évoluer et à être redéfini au fil du temps. Ainsi, depuis la rédaction du projet, l'équipe 1 « Gouvernance, santé, territoire » a fait le choix de réduire le nombre de ses pôles de 5 à 3 en procédant à des fusions, justement dans la perspective de faciliter l'intégration de l'équipe sur quelques priorités pour le prochain quinquennal. De même, le pôle « genre » de l'équipe 3 devient un thème transversal aux trois équipes (un colloque impliquant les équipes 2 et 3 est déjà programmé), ce qu'avait déjà très bien perçu les membres du comité de visite. De la même manière, sous l'impulsion des remarques du comité de visite, l'équipe 3 a rebaptisé le pôle « vie politique et territoires » en « vie politique et personnel politique », dans la mesure où la question des acteurs politiques et de leur mobilisation prime clairement sur la question du territoire, tout au moins au sens où il est conçu dans l'équipe 1. Ces différents exemples démontrent bien l'équilibre qui se dessine entre l'activité pluriannuelle des équipes autour de grands chantiers empiriques communs et le niveau de la vie intellectuelle du laboratoire dans son ensemble, que ce soit grâce à des activités de recherche transversale ou de valorisation (séminaire, colloques, publications).

Pour conclure, nous souhaitons insister sur le fait que cette démarche d'évaluation de l'unité a permis grâce au travail de notre comité de visite de remplir précisément l'objectif assigné à cette procédure : mettre en lumière les atouts mais aussi les défis ou difficultés auxquels l'unité doit se préparer pour l'aider à identifier des stratégies et des solutions.



Claude MARTIN
Directeur du CRAPE UMR 6051

Claude Martin
Directeur de recherche CNRS
Directeur de l'UMR 6051